

Bureau National du 16 mai 2024

Actualités

Situation politique et sociale

Contexte politique général

Le gouvernement persiste dans ses politiques ultra-libérales, sapant les acquis sociaux et renforçant son allégeance aux intérêts du patronat, tandis que l'extrême-droite, bénéficiant d'une ampleur médiatique croissante, propage ses idées et attaques. Dans un contexte économique national et international inquiétant et de nombreux conflits en cours (Ukraine, Soudan, Palestine...) il est important de lier toutes ces problématiques.

A l'international

La situation en Palestine s'enlise et s'aggrave de façon dramatique. Malgré l'appel de la Cour Internationale de Justice à prévenir un génocide à Gaza et les mobilisations dans le monde entier pour demander un cessez-le-feu immédiat et une paix juste et durable, Israël continue à bombarder Gaza, à tuer tous les jours des palestinien-nes, y compris en Cisjordanie qui n'est pas épargnée. En France, celles et ceux qui dénoncent le massacre en cours et qui osent condamner publiquement et médiatiquement l'inaction du gouvernement français et/ou la politique du gouvernement israélien, sont criminalisé-es. Les discours anti-coloniaux et appelant à la paix juste et durable sont assimilés par l'Etat français à l'antisémitisme, voire à de l'apologie du terrorisme. Le mouvement étudiant fait face à une forte répression (fermetures de bâtiments, interventions policières, arrestations...) tandis que les convocations de responsables syndicaux, politiques, associatifs se multiplient. Nous apportons notre soutien plein et entier aux victimes de la répression.

Solidaires continuera à se mobiliser avec le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestien-nes et Israélien-nes pour l'arrêt immédiat de la guerre, la fin de la colonisation des territoires occupés et celle de l'apartheid pratiqué par l'État d'Israël, la libération des otages et prisonnier-es.

Depuis février 2022, la population ukrainienne subit la guerre déclenchée par l'armée russe qui est à nouveau à l'offensive. Nous continuons à soutenir la population ukrainienne et avons créé des liens privilégiés avec des camarades des syndicats indépendants des secteurs de la santé, de l'industrie, de l'éducation, du ferroviaire, étudiants et étudiantes. Toutes et tous agissent sur deux terrains et demandent notre soutien sur ces deux terrains : la lutte contre l'occupation militaire russe et celle contre les patrons et le gouvernement qui restreignent les droits des travailleurs et des travailleuses.

En Ukraine, comme en Palestine et comme ailleurs, la présence sur le territoire d'une armée d'occupation est injustifiable. Le syndicalisme que nous défendons et pratiquons soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les questions que l'on peut se poser:

- quid d'une communication plus large dans chaque structure sur nos lieux de travail sur la répression en cours vis à vis des étudiant-es, militant-es ou personnes qui dénoncent le génocide? Quelles communications de l'Union pourraient être utiles au décryptage de la situation au-delà de ce qui a été déjà fait?
- Notre Congrès a aussi pu porter la parole des syndicalistes ukrainiennes: là aussi comment mieux porter cette voix?

Attaques majeures contre les libertés publiques

Au-delà de la forte répression du mouvement de solidarité avec la Palestine, les atteintes aux libertés publiques se multiplient. Dans ce contexte, le projet de réforme de l'audiovisuel et de la radio publique qui entend regrouper toutes les antennes sous une même direction directement reliées à la présidence de la République inquiète. Nous pouvons également citer la plainte de Darmanin contre Olivier Cuzon de Sud éducation suite à un article d'un journal local de Sud éducation remettant en cause la présence de militaires ou policiers dans les classes !

La coalition "Libertés publiques et contre le racisme systémique" à laquelle Solidaires participe, se construit, associant un arc large de forces, syndicales, associatives y compris des quartiers populaires et même désormais politiques. Après un meeting de lancement le 4 avril dernier et une tribune signée par de très nombreux syndicats, associations, partis politiques et personnalités, tribune qui peut encore être signée par nos organisations (et que l'on a fait passer dans la note militante), la coalition projette un grand rassemblement sous forme d'un "village des libertés" en juin pour tenter de construire un front à la mesure de cet étouffement des expressions démocratiques.

Cette initiative parisienne, peut également inspirer d'autres mises en visibilité de ces questions, et il est important de faire remonter toutes les initiatives en ce sens.

Question:

- Comment faire dépasser ces questions du cercle militant? Quel angle de notre communication vis à vis des travailleurs et travailleuses ? Quelles convergences possibles au sein de Solidaires?

Pour le droit à vivre dignement de son travail, pour ne pas perdre le sens de nos métiers

Notre dernier congrès a validé l'augmentation du SMIC à 2000€ net, l'AAH à hauteur du smic, la limitation des écarts de salaires de 1 à 4, l'indexation automatique de tous les salaires sur l'inflation (échelle mobile des salaires), l'indexation des pensions, des bourses et des minima sociaux sur l'inflation, toujours très forte, la revalorisation immédiate des métiers majoritairement féminisés, etc.

Il s'agit dès à présent de réfléchir à la campagne décidée en Congrès qui a pour ambition de lier la question de l'égalité salariale et celle de l'égalité des droits.

Un prochain GT sera proposé aux structures en ce sens. **Mais dès à présent, avez-vous des campagnes nationales sur ce sujet qui se mettent en place ? Comment l'interpro peut-elle s'en saisir dans l'immédiat ?**

Au-delà de la question salariale, il y a aussi plusieurs luttes autour de nos conditions de travail et du sens de nos métiers. C'est notamment le cas de la lutte dans l'éducation contre le "choc des savoirs". (voir les annexes à la note actu de SUD Éducation) Ces luttes concernent à la fois le secteur mais l'ensemble de la société.

C'est pourquoi il nous semble important de nous y associer, à commencer par la journée du 25 mai pour un grand mouvement populaire contre le Choc des savoirs, pour la défense d'un service public d'éducation égalitaire, et en soutien à une jeunesse maltraitée par un gouvernement autoritaire... (voir la proposition d'appel en annexe)

Par ailleurs, Solidaires a porté par un tract la victoire de Sud rail sur les négociations limitant les effets négatifs de la réforme des retraites, et en appelant à en faire un exemple pour les syndicats de Solidaires. **Cette communication vous a paru pertinente? A t-elle pu être relayée?**

Jeux Olympiques et Paralympiques : attaques en masse sur le code du travail

La tenue des Jeux Olympiques et paralympiques en France servent de prétexte pour s'affranchir toujours plus du Code du travail, écraser les populations les plus précaires, et étendre le contrôle sécuritaire. La mobilisation de dizaines de milliers de bénévoles doit également interpeller notre syndicat, notamment sous l'angle du travail dissimulé. Un travail d'information à leur destination est à mener.

La CGT a largement communiqué sur les préavis de grève déposés, tout comme FO.

Solidaires Fonction Publique va déposer un préavis allant jusqu'en septembre (au lieu des préavis mensuels).

Nous avons besoin des remontées des secteurs, encore trop peu nombreuses pour construire une offensive. Quelle communication, tactiques enclencher, avec quels relais sectoriels pour la période de juin?

France Travail / RSA conditionnel / Assurance chômage :

Alors que France Travail poursuit sa mise en place en tant qu'outil destiné à toujours plus fliquer les chômeurs-ses et allocataires du RSA, le gouvernement a décidé de ne pas valider l'accord qui avait été trouvé en novembre dernier entre quelques organisations syndicales et patronales en raison de l'échec des négos sur le pacte de la vie au travail et notamment sur la question de l'emploi senior. Il compte prendre un décret de carence lui donnant la main sur les règles d'indemnisation à compter du 1er juillet avec entre autres un risque avéré de rabetage du régime senior légèrement plus favorable qui serait selon lui un "frein au plein emploi". Autant dire autant de régressions à venir contre lesquelles il est essentiel de construire le rapport de force...

Réforme de la fonction publique

Après avoir bien rabeté les droits sociaux dans le secteur privé, le gouvernement souhaite faire la même chose dans la fonction publique en voulant mettre en place une nouvelle réforme attaquant frontalement le statut des fonctionnaires et met notamment en avant par exemple les licenciements.

Cette réforme doit être combattue toutes et tous ensemble!

Comme annoncé lors du congrès, l'Union syndicale Solidaires, mettra en place une campagne nationale pour la combattre. Cette campagne sera à destination de tous et toutes les agent.es de la fonction publique, elle réaffirmera la nécessité et les fondements des statuts d'une part, et à destination des usagers et usagères sur la nécessité du service public d'autre part.

Logement / Loi Kasbarian

Alors que les besoins sociaux sont énormes, jamais aussi peu de logements sociaux n'auront été construits et l'on propose dans un nouveau projet de loi que les bailleurs sociaux financent leur construction en vendant leurs propres logements ! Mais également : expulser encore plus de monde (en abaissant le seuil de revenu maximal permettant de s'y maintenir), faire rentrer dans le taux de logements SRU des logements destinés aux classes

moyennes (pour permettre aux municipalités de respecter le taux en question), permettre l'attribution de logements sociaux directement par le/la maire (vive le clientélisme), augmenter les loyers des nouveaux locataires et rendre toujours plus compliqué l'accès du logement aux prioritaires DALO, aux sans abris et les ménages les plus modestes. ... voici quelques-unes des mesures proposées par le ministre de la rente et de la spéculation immobilière, Guillaume Kasbarian. Face à cela plusieurs initiatives unitaires se construisent notamment autour de la plateforme logement. Il est toutefois essentiel que ces luttes ne soient pas cantonnées aux seuls acteurs du mouvement social plus particulièrement concernés comme le DAL. C'est toute notre classe sociale dont les droits sont attaqués et qui doit massivement se mobiliser sur ce qui constitue la première cause de précarité.

Extrême-Droite

Le 5 juin prochain, cela fera 11 ans que notre camarade Clément Méric, jeune militant antifasciste et syndicaliste, membre de Solidaires Étudiant·es, mourrait assassiné par des militants néo-nazis. La liste des personnes assassinées par l'extrême droite continue de s'allonger et les agressions violentes se sont multipliées contre des lieux d'accueil de migrant·e-s, contre des piquets de grève, contre des locaux syndicaux...

Quels que soient son nom, son étiquette, son courant, sa soi-disant respectabilité ou normalisation, 11 ans plus tard l'extrême-droite reste un danger mortel pour la démocratie et pour les travailleurs et travailleuses. À l'heure où Macron et ses gouvernements font son jeu, en promulguant par exemple comme en janvier la loi Asile et Immigration la plus xénophobe depuis 40 ans, l'extrême droite institutionnelle attend tapie dans l'ombre, tout en montrant bien son caractère anti-social au parlement. En parallèle les groupuscules ultra violents pullulent et agissent, la plupart du temps en toute impunité, voire avec la complicité du pouvoir et de la justice...

Le fascisme est un poison : la résistance antifasciste sociale et populaire doit continuer à s'organiser. Une tribune féministe inter-orga rappelant que l'Extrême droite est l'ennemie des femmes et des minorités de genre est en cours de finalisation et l'on propose une communication à la veille des élections européennes pour signifier que pas une voix ne doit aller à l'extrême droite. Après la manifestation à Béziers, le village antifasciste au Panthéon auxquels Solidaires a pris part, début juin verra plusieurs initiatives particulièrement sur Paris:

- **le 1er juin manifestation à la mémoire de Clément, et le 5 juin rassemblement au Havre Caumartin**
- **on travaille à une initiative unitaire contre l'extrême droite le 2 juin place de la République avec des concerts et ateliers, proposée par la Fage et d'autres syndicats, FSU, CGT, UNSA, CFDT**

Le congrès a décidé d'une campagne contre l'extrême droite, si possible unitaire. La commission antifa pourra être un premier lieu de réflexion de départ de cette campagne.

Lutter contre les LGBTQI+phobie au travail et partout :

Ces dernières années, les attaques envers les mouvements LGBTQI+, et notamment envers les personnes trans, se sont multipliées : appels à la fin des subventions du planning familial, attaques de manifestations féministes et LGBTQI+, attaques de centres LGBTQI+, agressions physiques, campagnes de harcèlement envers les militant·es féministes et LGBTQI+, infiltrations d'associations trans par des médias d'extrême-droite, la liste est encore (trop) longue. Plus récemment, les conservateurs LR, RN et Reconquête en tête, médias d'extrême droite, maisons d'édition, député·es et sénateur·ices, mènent une cabale contre les personnes trans. Ainsi, un grand nombre de personnes trans subissent de plein fouet les discriminations au travail et la précarité. C'est pour cela que Solidaires a été signataire d'une tribune de soutien aux personnes trans et appelle l'ensemble du mouvement social, syndicats en particulier à se montrer solidaires des luttes transféministes et des personnes trans.

Solidaires continuera cette lutte au côté des collectifs de soutien aux personnes trans et aux personnes LGBTQI+ en général, et appellera le monde du travail à participer massivement aux rassemblements de soutien aux personnes trans et aux différentes Marches des fiertés qui ont lieu autour du 17 mai journée de lutte contre la LGBTQI+phobie.

Du matériel sera disponible sur la plateforme de commande d'ici la fin de la semaine.

Batailles écolo, fret, eau, autoroute, etc

A l'actualité sociale et internationale particulièrement chargée, l'actualité écologique passe un peu sous les radars. Pour autant les sujets ne manquent pas et pour certains se percutent aux méthodes répressives gouvernementales. Qu'il s'agisse de la mobilisation contre le projet d'autoroute A69 entre Castre et Toulouse, contre la cimenterie Lafarge, le gouvernement fait le choix, par la répression contre les oppositions légitimes à des projets écocides, de ne pas engager la transformation écologique et sociale de la société pourtant indispensable.

L'Union renouvelle son soutien actif localement comme au niveau national pour ces luttes. Plusieurs Solidaires départementaux seront mobilisés lors des prochaines mobilisations contre l'A69 les 8 et 9 juin, du 16 au 21 juillet pour la défense de l'eau, etc.

Qu'en est-il vos structures nationales et fédérations ?

Côté transport, avec le projet du Lyon/Turin et la casse du fret SNCF, le gouvernement montre là encore, sa ligne de conduite ultralibérale en favorisant la circulation des marchandises par l'ouverture aux appétits des marchés financiers et en ignorant les conséquences écologiques et sociales. Les camarades de Sud Rail fournissent un gros boulot au sein des collectifs engagés contre le Lyon/Turin et avec AES sur le développement du fret ferroviaire. Nous serons mobilisé-es avec elleux le 28 mai pour défendre un service public du fret ferroviaire.

Ces quelques exemples montrent l'implication grandissante des équipes Solidaires pour aller concrètement vers la transformation écologique et sociale de la société que nous défendons.

2 journées de formation/seminaire auront lieu les 15 et 16 novembre 2024 à Paris avec l'Alliance Ecologique et Sociale sur les questions de convergence des luttes sociales et environnementales, comment changer la société et comment gagner ?